COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 22-28 Août 2015

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

Connectivité aérienne 3

- **De l'Estrac: «Une meilleure connectivité aérienne peut doper la croissance»**
- **Jean-Claude de l'Estrac plaide pour une compagnie régionale low-cost**
- **L'Etat doit parfois choisir entre Air Mauritius et Mauritius**
- **Le plan pour faire de Maurice le Dubay de l'Afrique**

Economie 15

- **Les piliers des nouvelles architectures économiques confirmés**
- **ECONOMIC MISSION STATEMENT : SAJ prône la politique de la main tendue**

Energie Renouvelable 25

- **Rodrigues : l'Assemblée régionale vise l'autosuffisance énergétique**

Environnement 28

- **Surveillance de l'Environnement : Un premier Forum pour la sécurité en Afrique**

Pêche 30

- **Les pécheurs acceptent de se passer de l'Ourite**

Santé 31

- **Santé : Remise d'un lot d'équipements médicaux au laboratoire d'El-Maarouf**

Connectivité aérienne

lexpress.mu
online. ontime.

De l'Estrac: «Une meilleure connectivité aérienne peut doper la croissance»

24 Août 2015



Jean Claude de l'Estrac avance qu'une meilleure connectivité aérienne peut être une source de croissance économique et de création d'emplois. Alors que son mandat à la COI tire à sa fin, son nom est cité pour piloter un important projet de desserte aérienne. Il ne confirme pas.

L'Economic Mission Statement du Premier ministre fait mention de la COI par rapport à la mise sur pied d'une compagnie maritime régionale. Sans détour: allez-vous piloter ce projet pour le gouvernement de sir Anerood?
Vous allez plus vite que la musique ! Je suis naturellement très heureux de constater que le plaidoyer que je n'ai pas cessé de faire en faveur d'une connectivité améliorée de la région en matière de desserte maritime et aérienne ait retenu l'attention du Premier ministre.

La COI a beaucoup travaillé sur la question et nous venons de recevoir le rapport final de nos consultants. Cette étude financée par l'Union européenne est d'ailleurs intitulée «*Feasibility Study to improve connectivity and set the conditions for the setting up of a regional*

cabotage service in the SW Indian Ocean Region». Les consultants, Planet S.A, ont analysé toutes les options, y compris celle d'une amélioration du service plutôt que la création d'une nouvelle compagnie. Personnellement, je plaide pour la création d'une compagnie régionale, surtout si l'on se place, comme le fait le Premier ministre, à l'horizon de 2030.

Le fait que votre mandat à la tête de la COI tire à sa fin alimente les rumeurs. Dans les cercles du pouvoir, on cite votre nom pour reprendre les rênes d'un Air Mauritius «transformé» ou la nouvelle compagnie aérienne régionale annoncée par le Premier ministre… Qu'en est-il au juste ?
Wooa ! Je n'ai pas reçu ces propositions-là. Peut être pourriez-vous m'indiquer le prénom de ces*«cercles du pouvoir»…*

Mon mandat à la COI expire en juillet de l'année prochaine. C'est loin, mais c'est demain. Naturellement j'ai commencé à réfléchir à l'après COI, pour l'instant j'en suis à évaluer mes options.

En revanche, vous n'allez pas nier que vous avez récemment discuté avec la hiérarchie gouvernementale de l'un des projets qui vous sont chers : une compagnie régionale aérienne? En quoi celle-ci sera d'un apport pour Maurice qui gère déjà avec difficulté Air Mauritius, et pour la région?
L'une des commissions qui a travaillé sur l'*Economic Mission Statement* du Premier ministre avait souhaité m'entendre sur la question. Si besoin était, peut-être avons-nous pu démontrer combien une meilleure connectivité aérienne pouvait devenir une source de croissance économique et de création d'emplois.

Fort de nombreuses études menées, la dernière en date celle de KPMG, *«Indian Ocean Aviation, The Way Forward»* qui date d'un an, étude également financée par l'Union européenne, nous avons argué qu'une compagnie aérienne régionale est susceptible d'accroître le trafic et non pas créer des difficultés supplémentaires pour *Air Mauritius.* KPMG estime qu'une compagnie aérienne low cost sur un marché régional unique est susceptible d'augmenter le nombre de passagers par 40 %. Le président d'Air Mauritius, le Dr Arjoon Sudhoo, avait participé à ces discussions, et j'ai eu le sentiment que nous étions sur la même longueur d'onde.

Qui dicte la politique aérienne commerciale de la région : les compagnies aériennes ou les gouvernements?
Vous avez entendu, comme moi, le Premier ministre souligner que la politique aérienne doit tenir compte de *«l'intérêt national»* et de la croissance économique. Une manière de dire qu'elle ne doit pas être au

seul service de la compagnie aérienne nationale. Parfois l'État doit choisir entre*Air Mauritius* et Mauritius !

À Maurice, Air Mauritius est prise entre son rôle de compagnie privée qui doit faire des profits et celui de transporteur national au service du tourisme. Les deux sont-ils conciliables ?
Pas toujours ! Mais il est possible de tirer une ligne de démarcation : l'opérateur ne doit pas se muer en régulateur.

Si demain vous devenez le conseiller de SAJ sur les dessertes maritimes et aériennes sur la région et l'Afrique, que recommanderez-vous en priorité ?
Le Premier ministre n'a pas besoin de mes conseils. Il y a dans l'équipe de sir Anerood quelques connaisseurs du monde de l'aérien régional. Mon ami Georges Chung a été un des premiers à proposer la création d'une compagnie aérienne. Il avait commandité une étude, je crois que c'était en 1997, elle retrouve aujourd'hui toute sa pertinence : *«African Island Airways Economic case for Mauritius and the Region. »*

Vous n'êtes pas un expert en aviation. Est-ce que le bon sens suffit pour diriger une compagnie aérienne ?
Réponse courte : non il ne faut surtout pas être un expert en aviation pour diriger une compagnie aérienne. L'expert c'est celui qui est l'un des conseillers du CEO. Depuis sir Harry Tirvengadum, aucun de nos CEO à Mauritius n'a été un *«expert»*. Mais sans doute, faut-il un peu plus que du bon sens.

Votre mandat à la COI tire à sa fin. On vous a souvent senti pris dans un dilemme : l'organisme est un facilitateur, voire un catalyseur. Étiez-vous frustré des fois de ne pas pouvoir prendre les décisions que vous souhaitiez, par exemple sur le projet de cabotage ? Quel bilan tirez-vous de vos quatre ans à la COI ?
Le temps du bilan n'est pas totalement arrivé. Je m'active sur les chantiers inachevés, d'autres s'ouvrent, j'aurais à peine le temps de poser les fondations, mais l'essentiel est acquis, notamment les financements, grâce aux 150 millions d'euros du 11e Fonds européen de développement pour la période 2015-2020. J'ai signé l'accord en juin dernier à Bruxelles.

Mais vous avez raison, j'ai aussi des motifs de frustration. Je ne manquerais pas de me défouler quand le moment viendra…

Si vous ne faites pas votre «come-back» politique auprès du gouvernement mauricien, retournerez-vous, comme prétendent d'autres rumeurs, à la presse ?

Ah la presse, les médias ! Vous savez comme moi, mon cher Nad, que la presse est un virus dont on ne guérit pas. Alors, c'est forcément une de mes options…La presse écrite, la radio, la télévision… Mais plus jamais de politique si vous entendez par là la politique active. Cela fait 20 ans que j'honore ma parole.

Vous avez écouté le discours du Premier ministre, les réactions semblent mitigées, quelle est votre analyse ?
Il faut prendre cette intervention pour ce qu'elle est : un nécessaire exercice de communication après une période de flottement causée par un ensemble de facteurs, l'affaire BAI, les nettoyages tous azimuts devenus comme une fin en soi, les ennuis judiciaires de Pravind Jugnauth, le sentiment de trial and error des premiers mois. Tout cela avait fini par reléguer l'économie au second plan. Il fallait replacer la question de la croissance économique au centre du débat national. C'est fait, et de belle manière sous l'autorité d'un Premier ministre comme revigoré.

J'ai entendu des critiques à l'effet que le discours n'annonce rien de nouveau. Moi cela me rassure. Il y aurait eu matière à s'interroger, si cinq mois après le discours du Budget, sept mois après le programme gouvernemental, une toute nouvelle orientation avait été proposée. Je trouve l'approche plutôt cohérente.

La nouveauté est dans le contrat de cogouvernance économique proposé au secteur privé, formellement reconnu dans son rôle de créateur de richesses. Et ensuite la désignation publique des freins au développement qu'est parfois la bureaucratie gouvernementale. Sir Anerood veut des fonctionnaires qui sont des facilitateurs et non des empêcheurs. Il va falloir qu'il se réveille tôt…

http://www.lexpress.mu/article/267664/lestrac-une-meilleure-connectivite aerienne-peut-doper-croissance

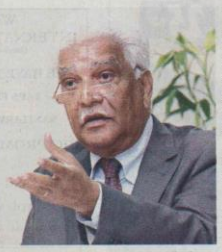
L'express du Lundi 24 août 2015

La Sentinelle

Interview Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI

«L'État doit parfois choisir entre Air Mauritius et Mauritius»

Jean-Claude de l'Estrac avance qu'une meilleure connectivité aérienne peut être une source de croissance économique et de création d'emplois. Alors que son mandat à la COI tire à sa fin, son nom est cité pour piloter un important projet de desserte aérienne. Il ne confirme pas.



L'Economic Mission Statement du Premier ministre fait mention de la COI par rapport à la mise sur pied d'une compagnie maritime régionale. Sans détour : allez-vous piloter ce projet pour le gouvernement de sir Anerood ?

Vous allez plus vite que la musique ! Je suis naturellement très heureux de constater que le plaidoyer que je n'ai pas cessé de faire en faveur d'une connectivité améliorée de la région en matière de desserte maritime et aérienne ait retenu l'attention du Premier ministre.

La COI a beaucoup travaillé sur la question et nous venons de recevoir le rapport final de nos consultants. Cette étude financée par l'Union européenne est d'ailleurs intitulée *«Feasability. Study to improve connectivity and set the conditions for the setting up of a regional cabotage service in the SW Indian Ocean Region»*. Les consultants, Planet S.A, ont analysé toutes les options, y compris celle d'une amélioration du service plutôt que la création d'une nouvelle compagnie. Personnellement, je plaide pour la création d'une compagnie régionale, surtout si l'on se place, comme le fait le Premier ministre, à l'horizon de 2030.

Le fait que votre mandat à la tête de la COI tire à sa fin alimente les rumeurs. Dans les cercles du pouvoir, on cite votre nom pour reprendre les rênes d'un Air Mauritius «transformée» ou la nouvelle compagnie aérienne régionale annoncée par le Premier ministre… Qu'en est-il au juste ?

Wooa ! Je n'ai pas reçu ces propositions-là. Peut être pourriez-vous m'indiquer le prénom de ces *«cercles du pouvoir»*…

Mon mandat à la COI expire en juillet de l'année prochaine. C'est loin, mais c'est demain. Naturellement j'ai commencé à réfléchir à l'après COI, pour l'instant j'en suis à évaluer mes options.

En revanche, vous n'allez pas nier que vous avez récemment discuté avec la hiérarchie gouvernementale de l'un des projets qui vous sont chers : une compagnie régionale aérienne ? En quoi celle-ci sera d'un apport pour Maurice qui gère déjà avec difficulté Air Mauritius, et pour la région ?

L'une des commissions qui a travaillé sur l'*Economic Mission Statement* du Premier ministre avait souhaité m'entendre sur la question.

Si besoin était, peut-être avons-nous pu démontrer combien une meilleure connectivité aérienne pouvait devenir une source de croissance économique et de création d'emplois.

Fort de nombreuses études menées, la dernière en date celle de KPMG, *«Indian Ocean Aviation, The Way Forward»* qui date d'un an, étude également financée par l'Union européenne, nous avons argué qu'une compagnie aérienne régionale est susceptible d'accroître le trafic et non pas créer des difficultés supplémentaires pour Air Mauritius. KPMG estime qu'une compagnie aérienne *low cost* sur un marché régional unique est susceptible d'augmenter le nombre de passagers par 40 %. Le président d'Air Mauritius, le Dr Arjoon Sudhoo, avait participé à ces discussions, et j'ai eu le sentiment que nous étions sur la même longueur d'onde.

Qui dicte la politique aérienne commerciale de la région : les compagnies aériennes ou les gouvernements ?

Vous avez entendu, comme moi, le Premier ministre souligner que la politique aérienne doit tenir compte de *«l'intérêt national»*

> Discours du PM : «La nouveauté est dans le contrat de cogouvernance économique proposé au secteur privé, formellement reconnu dans son rôle de créateur de richesses.»

À Maurice, Air Mauritius est pris entre son rôle de compagnie privée qui doit faire des profits et celui de transporteur national au service du tourisme. Les deux sont-ils conciliables ?

Pas toujours ! Mais il est possible de tirer une ligne de démarcation : l'opérateur ne doit pas se muer en régulateur.

Si demain vous devenez le conseiller de SAJ sur les dessertes maritimes et aériennes sur la région et l'Afrique, que recommanderez-vous en priorité ?

Le Premier ministre n'a pas besoin de mes conseils. Il y a dans l'équipe de sir Anerood quelques connaisseurs du monde de l'aérien régional. Mon ami Georges Chung a été un des premiers à proposer la création d'une compagnie aérienne. Il avait commandité une étude, je crois que c'était en 1997, elle retrouve aujourd'hui toute sa pertinence : *«African Island Airways Economic case for Mauritius and the Region.»*

Vous n'êtes pas un expert en aviation. Est-ce que le bon sens suffit pour diriger une compagnie aérienne ?

Réponse courte : non il ne faut surtout pas être un expert en aviation pour diriger une compagnie aérienne. L'expert c'est celui qui est l'un des conseillers du CEO. Depuis sir Harry Tirvengadum, aucun de nos CEO à Mauritius n'a été un *«expert»*. Mais sans doute, faut-il un peu plus que du bon sens.

Votre mandat à la COI tire à sa fin. On vous a souvent senti pris dans un dilemme : l'organisme est un facilitateur, voire un catalyseur. Êtiez-vous frustré des fois de ne pas pouvoir prendre les décisions que vous souhaitiez, par exemple sur le projet de cabotage ? Quel bilan tirez-vous de vos quatre ans à la COI ?

Le temps du bilan n'est pas totalement arrivé. Je m'active sur les chantiers inachevés, d'autres s'ouvrent, j'aurais à peine le temps de poser les fondations, mais l'essentiel est acquis, notamment les financements, grâce aux 150 millions d'euros du 11e Fonds européen de développement pour la période 2015-2020. J'ai signé l'accord en juin dernier à Bruxelles.

Mais vous avez raison, j'ai aussi des motifs de frustration. Je ne manquerais pas de me défouler quand le moment viendra…

Si vous ne faites pas votre «come-back» politique auprès du gouvernement mauricien, retournerez-vous, comme prétendent d'autres rumeurs, à la presse ?

Ah la presse, les médias ! Vous savez comme moi, mon cher Nad, que la presse est un virus dont on ne guérit pas. Alors, c'est forcément une de mes options…La presse écrite, la radio, la télévision… Mais plus jamais de politique si vous entendez par là la politique active. Cela fait 20 ans que j'honore ma parole.

Vous avez écouté le discours du Premier ministre, les réactions semblent mitigées, quelle est votre analyse ?

Il faut prendre cette intervention pour ce qu'elle est : un nécessaire exercice de communication après une période de flottement causée par un ensemble de facteurs, l'affaire BAI, les nettoyages tous azimuts devenus comme une fin en soi, les ennuis judiciaires de Pravind Jugnauth, le sentiment de *trial and error* des premiers mois. Tout cela avait fini par reléguer l'économie au second plan. Il fallait replacer la question de la croissance économique au centre du débat national. C'est fait, et de belle manière sous l'autorité d'un Premier ministre comme revigoré.

J'ai entendu des critiques à l'effet que le discours n'annonce rien de nouveau. Moi cela me rassure. Il y aurait eu matière à s'interroger, si cinq mois après le discours du Budget, sept mois après le programme gouvernemental, une toute nouvelle orientation avait été proposée. Je trouve l'approche plutôt cohérente.

La nouveauté est dans le contrat de co-gouvernance économique proposé au secteur privé, formellement reconnu dans son rôle de créateur de richesses. Et ensuite la désignation publique des freins au développement qu'est parfois la bureaucratie gouvernementale. Sir Anerood veut des fonctionnaires qui sont des facilitateurs et non des empêcheurs. Il va falloir qu'il se réveille tôt…

Propos recueillis par
N. S

Africatime.com Maurice

De l'Estrac: «Une meilleure connectivité aérienne peut doper la croissance»

24/08/15



Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien.

Jean Claude de l'Estrac avance qu'une meilleure connectivité aérienne peut être une source de croissance économique et de création d'emplois. Alors que son mandat à la COI tire à sa fin, son nom est cité pour piloter un important projet de desserte aérienne. Il ne confirme pas.

L'Economic Mission Statement du Premier ministre fait mention de la COI par rapport à la mise sur pied d'une compagnie maritime régionale. Sans détour: allez-vous piloter ce projet pour le gouvernement de sir Anerood? Vous allez plus vite que la musique ! Je suis naturellement très heureux de constater que le plaidoyer que je n'ai pas cessé de faire en faveur d'une connectivité améliorée de la région en matière de desserte maritime et aérienne ait retenu l'attention du Premier ministre.

La COI a beaucoup travaillé sur la question et nous venons de recevoir le rapport final de nos consultants. Cette étude financée par l'Union européenne est d'ailleurs intitulée «Feasibility Study to improve connectivity and set the conditions for the setting up of a regional cabotage service in the SW Indian Ocean Region». Les consultants, Planet S.A, ont analysé toutes les options, y compris celle d'une amélioration du service plutôt que la création d'une nouvelle compagnie. Personnellement, je plaide pour la création d'une compagnie régionale, surtout si l'on se

place, comme le fait le Premier ministre, à l'horizon de 2030…….

Vous n'êtes pas un expert en aviation. Est-ce que le bon sens suffit pour diriger une compagnie aérienne ? Réponse courte : non il ne faut surtout pas être un expert en aviation pour diriger une compagnie aérienne. L'expert c'est celui qui est l'un des conseillers du CEO. Depuis sir Harry Tirvengadum, aucun de nos CEO à Mauritius n'a été un «expert». Mais sans doute, faut-il un peu plus que du bon sens.

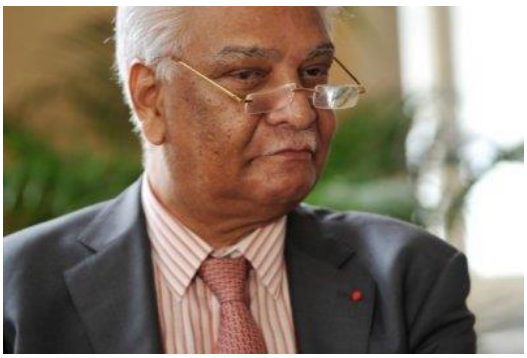
Votre mandat à la COI tire à sa fin. On vous a souvent senti pris dans un dilemme : l'organisme est un facilitateur, voire un catalyseur. Étiez-vous frustré des fois de ne pas pouvoir prendre les décisions que vous souhaitiez, par exemple sur le projet de cabotage ? Quel bilan tirez-vous de vos quatre ans à la COI ? Le temps du bilan n'est pas totalement arrivé. Je m'active sur les chantiers inachevés, d'autres s'ouvrent, j'aurais à peine le temps de poser les fondations, mais l'essentiel est acquis, notamment les financements, grâce aux 150 millions d'euros du 11e Fonds européen de développement pour la période 2015-2020. J'ai signé l'accord en juin dernier à Bruxelles……...

La nouveauté est dans le contrat de cogouvernance économique proposé au secteur privé, formellement reconnu dans son rôle de créateur de richesses. Et ensuite la désignation publique des freins au développement qu'est parfois la bureaucratie gouvernementale. Sir Anerood veut des fonctionnaires qui sont des facilitateurs et non des empêcheurs. Il va falloir qu'il se réveille tôt…

http://fr.africatime.com/maurice/articles/de-lestrac-une-meilleure-connectivite-aerienne-peut-doper-la-croissance

Jean-Claude de l'Estrac plaide pour une compagnie régionale low-cost

le 26 août 2015



TRANSPORT AÉRIEN. L'aérien est un des dossiers sur lequel Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien porte une attention particulière. Dans une interview accordée à L'Express de Maurice, il plaide pour la mise en place d'une compagnie aérienne régionale low-cost. "Fort de nombreuses études menées, la dernière en date celle de KPMG, « Indian Ocean Aviation, (...)

http://www.clicanoo.re/488232-jean-claude-de-l-estrac-plaide-pour-une-compagnie-regionale-low-cost.html

La Commission de l'océan Indien veut une compagnie aérienne régionale low-cost

26/08/2015



L'aérien est un des dossiers sur lequel Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) porte une attention particulière. Dans une interview accordée à L'Express de Maurice, il plaide pour la mise en place d'une compagnie aérienne régionale low-cost.
« Fort de nombreuses études menées, la dernière en date celle de KPMG, 'Indian Ocean Aviation, The Way Forward' qui date d'un an, étude également financée par l'Union européenne, nous avons argué qu'une compagnie aérienne régionale est susceptible d'accroître le trafic ». Traditionnellement, Air Mauritius est hostile à cette idée alors que ces études montrent qu'une compagnie aérienne low-cost sur un marché régional unique est susceptible d'augmenter le nombre de passagers de 40 %.
Pour le secrétaire général de la COI, la défense des intérêts d'Air Mauritius ne doit pas entraver la concrétisation d'un tel projet. « L'opérateur ne doit pas se muer en régulateur », fait valoir Jean-Claude de l'Estrac dans l'interview. « La politique aérienne doit tenir compte de 'l'intérêt national' et de la croissance économique. Une manière de dire qu'elle ne doit pas être au seul service de la compagnie aérienne nationale. Parfois l'État doit choisir entre Air Mauritius et Mauritius ! »

http://mayotte.orange.fr/news/mayotte/la-commission-de-l-ocean-indien-veut-une-compagnie-aerienne-regionale-low-cost,67486.html

le Journal De Mayotte

La Commission de l'océan Indien veut une compagnie aérienne régionale low-cost

26/08/2015

L'aérien est un des dossiers sur lequel Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) porte une attention particulière. Dans une interview accordée à L'Express de Maurice, il plaide pour la mise en place d'une compagnie aérienne régionale low-cost.



Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI

«Fort de nombreuses études menées, la dernière en date celle de KPMG, 'Indian Ocean Aviation, The Way Forward' qui date d'un an, étude également financée par l'Union européenne, nous avons argué qu'une compagnie aérienne régionale est susceptible d'accroître le trafic». Traditionnellement, Air Mauritius est hostile à cette idée alors que ces études montrent qu'une compagnie aérienne low-cost sur un marché régional unique est susceptible d'augmenter le nombre de passagers de 40 %.

Pour le secrétaire général de la COI, la défense des intérêts d'Air Mauritius ne doit pas entraver la concrétisation d'un tel projet. «L'opérateur ne doit pas se muer en régulateur», fait valoir Jean-Claude de l'Estrac dans l'interview. «La politique aérienne doit tenir compte de 'l'intérêt national' et de la croissance économique. Une manière de dire qu'elle ne doit pas être au seul service de la compagnie aérienne nationale. Parfois l'État doit choisir entre Air Mauritius et Mauritius !»

http://lejournaldemayotte.com/fil-info/la-commission-de-locean-indien-veut-une-compagnie-aerienne-regionale-low-cost/

DomTom News

La Commission de l'océan Indien veut une compagnie aérienne régionale low-cost

26 août 2015



L'aérien est un des dossiers sur lequel Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) porte une attention particulière. Dans une interview accordée à L'Express de Maurice, il plaide pour la mise en place d'une compagnie aérienne régionale low-cost.

Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI ©COI

«Fort de nombreuses études menées, la dernière en date celle de KPMG, 'Indian Ocean Aviation, The Way Forward' qui date d'un an, étude également financée par l'Union européenne, nous avons argué qu'une compagnie aérienne régionale est susceptible d'accroître le trafic». Traditionnellement, Air Mauritius est hostile à cette idée alors que ces études montrent qu'une compagnie aérienne low-cost sur un marché régional unique est susceptible d'augmenter le nombre de passagers de 40 %.

Pour le secrétaire général de la COI, la défense des intérêts d'Air Mauritius ne doit pas entraver la concrétisation d'un tel projet. «L'opérateur ne doit pas se muer en régulateur», fait valoir Jean-Claude de l'Estrac dans l'interview. «La politique aérienne doit tenir compte de 'l'intérêt national' et de la croissance économique. Une manière de dire qu'elle ne doit pas être au seul service de la compagnie aérienne nationale. Parfois l'État doit choisir entre Air Mauritius et Mauritius !»

http://www.domtomnews.com/La-Commission-de-l-ocean-Indien.html#.Vd7PIfntlBc

Accès aérien

Le plan pour faire de Maurice le Dubayy de l'Afrique

Le gouvernement veut que Maurice devienne une réplique de Dubayy pour l'Afrique. Le but est d'attirer les millionnaires du continent noir pour du shopping et du tourisme. Les premières connexions aériennes entre Maurice et ces marchés potentiels pourraient se faire d'ici à la fin de l'année.



Faire de Plaisance un hub pour la région.

Le gouvernement veut attirer les nouveaux riches de l'Afrique. Pour ce faire, un plan est en train d'être mis en place. L'idée est de transformer le pays en un Dubayy de l'Afrique. Et à l'Hôtel du gouvernement, on veut avancer vite sur ce dossier avec les premiers signes d'ici à la fin de l'année. Parmi les pays visés, le Mozambique, l'Arigola, le Botswana, le Nigeria, la Tanzanie, l'Ethiopie ou encore le Ghana.

Dans un premier temps, le gouvernement souhaite tirer avantage de l'aéroport international Julius Nyerere, situé à Dar es-Salaam, en Tanzanie. Cet aéroport est en train de devenir le hub incontournable pour l'Afrique.

Pour l'instant, il n'y aucune connexion directe entre la Tanzanie et Maurice. Jadis cette desserte était assurée par la compagnie Lufthansa. Le gouvernement mauricien veut y remédier rapidement. Idem pour Nairobi, au Kenya.

DROITS D'ATTERRISSAGE

En parallèle, les autorités veulent accorder des droits d'atterrissage à des compagnies aériennes africaines. L'on pense, entre autres, à Ethiopian Airlines, qui avec sa flotte de 76 avions, est considérée comme une des meilleures compagnies aériennes, si non la meilleure du continent.

Une source proche du dossier précise que d'ici à la fin de l'année, des accords seront signés avec des compagnies d'aviation africaines pour qu'elles puissent commencer à activer le lien direct entre l'Afrique et Maurice.

« Il n'est pas nécessaire qu'Air Mauritius fasse la connexion elle-même. Cela peut se faire à travers des partenariats avec d'autres compagnies aériennes du continent. Cela peut se mettre en place rapidement », confie cette source bien placée à l'Hôtel du gouvernement.

Rappelons que Sir Anerood Jugnauth avait abordé le sujet dans son discours sur la vision économique 2015-2030 prononcé samedi dernier. « Nous avons inévitablement besoin d'une politique d'accès aériens prenant en considération les nouveaux hubs en Afrique », avait avancé le chef du gouvernement.

Le Premier ministre a également parlé de la création d'une compagnie aérienne régionale à Maurice pour connecter le pays à l'Afrique avec la participation active d'Air Mauritius. Mais cet objectif sera pour le moyen terme.

MAURICE POSSÈDE DES ATOUTS

« Créer une nouvelle compagnie aérienne prendra du temps. D'ailleurs, nous regardons avec beaucoup d'attention ce qu'a fait la Commission de l'océan Indien en la matière. Ce projet est mûr », avance-t-on au niveau du Bureau du Premier ministre. Depuis 2013, la COI, sous la houlette de Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire-général de cette instance, a régulièrement parlé de le la nécessité d'avoir une compagnie aérienne régionale.

Au niveau du gouvernement, on considère que Maurice a déjà des atouts considérables pour devenir une destination de shopping et de tourisme pour les riches Africains. « Nous pouvons offrir ce que recherchent les fortunes du continent noir. Question prix au niveau du shopping, nous pouvons être considérés comme étant intéressants. Puis, nous avons déjà une offre variée et nous avons déjà des centres commerciaux. Nous ne partons donc pas de rien », confie cette source qui fait partie de l'équipe qui se penche sur ce dossier.

Pour sir Anerood, « ceci aidera à diversifier notre tourisme et notre industrie de l'hospitalité nourrira notre initiative de duty-free shopping et développera notre pays comme un hub de l'aviation avec tous les bénéfices qui y sont liés. »

Le nombre de gens riches ne cesse d'augmenter sur le continent noir. New World Wealth vient de publier un rapport qui indique que le nombre de millionnaires en dollars américains a progressé deux fois plus vite en Afrique que dans le reste du monde au cours des 15 dernières années. Sur les 15 dernières années, le nombre de millionnaires africains a augmenté de 145 %.

Patrick Hilbert
p.hilbert@defimedia.info

Economie





Vision 2030

Les piliers de la nouvelle architecture économique confirmés

Maurice a les moyens de réaliser le second miracle économique, a insisté le Premier ministre lors de la présentation de Vision 2030. Pour y arriver, le pays devra agir sur plusieurs fronts et surtout améliorer son positionnement régional.

Jean Paul AROUFF

L'émotion était palpable à l'issue de l'*Economic Mission Statement* du Premier ministre, samedi, notamment lors de la diffusion de la vidéo montrant la transformation économique de Maurice. À cela s'est ajouté un sentiment de fierté, tout à fait légitime, au vu du parcours réalisé durant les quatre dernières décennies. Sir Anerood Jugnauth a donc réussi, le temps d'un discours, à recentrer l'attention sur la priorité du moment : l'économie.

Désormais, le pays guettera avec un intérêt particulier les actions qui seront prises pour réaliser la *Vision 2030* que le chef du gouvernement a esquissée. Il n'y a certes pas de solution magique, mais il y a des opportunités à saisir. C'est ce que nous avons fait jusqu'ici et c'est ce qui est à l'origine de la réussite que d'autres qualifient de miracle.

D'où la nécessité de constamment revoir les stratégies de croissance dans tous les secteurs d'activité en collaboration avec les opérateurs du privé. Ceux-là même qui sont les créateurs de richesse, mais qui hésitent depuis plusieurs années à défiler les cordons de la bourse par manque de visibilité.

L'engagement personnel du Premier ministre, qui présidera une réunion trimestrielle avec le secteur privé, pour faire avancer les choses traduit une volonté d'affirmer un leadership politique souvent réclamé dans le passé. Rien que cela devrait ouvrir de nouvelles perspectives jadis obstruées par des intérêts obscurs, pour ne pas dire obscurantistes.

En parlant d'intérêt, le Premier ministre a posé le doigt sur une question capitale pour l'avenir du pays : la connectivité et le positionnement régional.

«*Nous avons la possibilité d'émerger comme un partenaire économique compétitif pour l'Afrique*», a affirmé sir Anerood Jugnauth tout en soulignant que 80 entreprises mauriciennes ont déjà investi à travers le continent. Pour étendre l'espace économique et, par ricochet, accroître le produit national brut, il encourage les sociétés locales à envisager l'aventure africaine. Mais, il y a des barrières.

actualité

AMÉLIORER LA CONNECTIVITÉ

D'abord, la connectivité. Bien qu'étant à proximité de l'Afrique, il n'est pas évident de s'y rendre facilement. La faute à une mauvaise voire une absence de connectivité. Durant les huit mois écoulés, plusieurs conventions ont été signées avec différents pays africains ouvrant la voie à des partenariats dans divers domaines, dont le développement de la zone économique spéciale.

Toutefois, ces accords ne serviront à rien sans une amélioration de la connectivité avec l'Afrique. Le Premier ministre s'en est rendu compte. «*For the effectiveness of our strategy, we inevitably need an air access policy with regards to new hubs in Africa as well*», fait-il ressortir. Pour trouver une solution, il se propose d'étudier la possibilité de créer une ligne aérienne régionale à Maurice pour connecter le continent. Le tout avec la participation de la compagnie d'aviation nationale, Air Mauritius, dont la restructuration est en cours. L'idée n'est pas nouvelle, mais l'ancienne direction du transporteur national y était quelque peu réfractaire réduisant ainsi la marge de manœuvre de ceux qui poussaient pour une réflexion sur la question.

La position de sir Anerood Jugnauth vient changer la donne de même que celle du nouveau conseil d'administration d'Air Mauritius qui semble également plus réceptive. Le président Arjoon Sudhoo nous déclarait récemment dans le cadre d'une interview : «*Nous devons imaginer une compagnie aérienne qui peut croître et tirer profit des nombreuses opportunités qui se présentent dans la région avec des zones préférentielles comme la SADC et le COMESA...*»

Il trouve également intéressante la proposition de la Commission de l'océan Indien indépendamment du fait que les implications pour sa mise en œuvre soient complexes et nombreuses.

«*Cette idée cadre avec la possibilité d'une dynamique régionale, où les compagnies des pays concernés pourraient grandir en collaboration et pas en concurrence. Il est vrai que notre compagnie opère dans des réalités différentes, mais nous avons aussi beaucoup de points communs, comme la distance géographique avec les marchés principaux, le problème d'économie d'échelle, ainsi que l'impératif de développer la connectivité sur les pays que nous desservons...*», a-t-il déclaré.

Une analyse qui cadre parfaitement avec la démarche du gouvernement d'aller chercher la croissance dans la région. Il ne pourra en être autrement pour Air Mauritius qui a déjà revu la dessertе de plusieurs destinations nordiques.

Pour réussir le second miracle économique, le gouvernement misera également sur le secteur manufacturier. L'objectif est de porter sa contribution, actuellement de 18 %, à 25 % du produit intérieur brut d'ici à trois ans. Les efforts seront ainsi déployés pour attirer plus d'opérateurs dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

La zone économique exclusive serait mieux exploitée, afin de développer une véritable industrie océanique avec Port-Louis au cœur de la stratégie. À cet égard, le gouvernement entend aussi se pencher sur la connectivité maritime avec en ligne de mire la création d'une compagnie régionale.

D'autres initiatives ciblant les jeunes avec des idées nouvelles porteront sur l'établissement d'une culture entrepreneuriale axée sur la technologie. Le concept d'incubateur revient ainsi sur le tapis. Les petites et moyennes entreprises sont également «assurées» de bénéficier de l'attention du gouvernement.

Plusieurs autres secteurs mis en avant dans le discours sont déjà en promotion auprès des potentiels investisseurs à l'instar de l'*Education hub*, de l'industrie du cinéma et de celle la mode, entre autres. Reste à voir comment la feuille de route pour les 15 prochaines années redessinera leur trajectoire pour veiller à ce qu'ils décollent réellement.

L'objectif du projet énoncé, samedi, par le Premier ministre est de remettre l'économie solidement sur les rails avec une croissance moyenne de 5,5 % dès 2017 et la création de 100 000 emplois d'ici à 2019. Ce qui portera le revenu par tête d'habitant à plus de $13 500 d'ici à 2018. Pour y parvenir, le gouvernement aura à faire preuve d'audace et à s'assurer que le pays dans son ensemble s'approprie de la *Vision 2030*. Le cas échéant, l'exercice de samedi restera dans les annales comme un énième effet d'annonce.

La vision en chiffres

Qui dit croissance, dit investissement ! Le Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, a annoncé qu'il y a actuellement une quarantaine de projets émanant du secteur privé au coût de Rs 183 milliards desquelles Rs 140 milliards proviendront des investissements directs étrangers. La concrétisation de ces projets générera quelque 100 000 emplois directs et indirects sur les cinq prochaines années. Le secteur public va consentir à des investissements totalisant Rs 75 milliards sur cinq ans. Plusieurs secteurs clefs seront concernés, dont l'eau, l'électricité, la gestion de déchets, le port, le réseau routier et la communication.

La structure

Le *High-Powered Committee* (HPC) chargé de piloter la préparation du *Blueprint* sur la *Vision 2030* sera présidé par le Premier ministre. Sous le HPC, il y aura un *National Advisory Council* (NAC) dirigé par le secrétaire au cabinet. Le conseil se compose de professionnels du privé et du public et sollicitera éventuellement la contribution des experts étrangers. Quatre comités de travail ont été institués sous la tutelle du NAC.

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Weekend -23/08/2015



Actualités

Enjeu - Economic Mission Statement

SAJ prône la politique de la

- Le Premier ministre annonce le retour d'une plate-forme d'échanges (Steering Committee) entre le GM et le secteur privé sous sa présidence chaque trimestre
- La priorité des priorités: une politique d'accès aérien plus ouverte et robuste réconciliant intérêt national et croissance économique
- Les chiffres du jour: 100,000 emplois en cinq ans, dont 16,000 dans le privé et 7,000 postes vacants remplis dans le secteur public en 2015/2016, Rs 183 milliards d'investissements privés et Rs 75 milliards dans le public, une croissance de 5,5% à partir de 2017
- Un National Advisory Council pour piloter le projet de Vision 2030 Blue Print, présenté par SAJ comme « my legacy to future generations »

En quelque 45 minutes, hier, à la Cyber Tower d'Ebène, et devant un parterre composé de décideurs politiques et économiques aussi bien que de hauts cadres du public et du privé, le PM sir Anerood Jugnauth s'est évertué à baliser les contours menant au second miracle économique. Il n'a pas fait de miracle en terme d'annonce de projets à mettre à exécution à court et moyen termes, sauf qu'il s'est aventuré à chiffrer la création d'emplois au cours des cinq prochaines années par rapport aux principaux secteurs d'activités économiques. La priorité de l'heure annoncée est une politique d'accès aérien plus ouverte et robuste réconciliant intérêt national et croissance économique. Le principal message transmis demeure cette politique de main tendue au secteur privé pour relancer les investissements et, par conséquent, l'économie, avec notamment la mise sur pied d'une plate-forme d'échanges (*Steering Committee*) comprenant des représentants du gouvernement et du secteur privé se réunissant sous sa présidence chaque trimestre en vue de traiter des dossiers d'intérêt national. Pour ce qui est de la *Vision 2030 Blue Print*, un *National Advisory Council* a été constitué sous l'égide d'un *High Powered Committee* en vue d'assurer la transmission de ce que sir Anerood a présenté comme étant *"my legacy to future generations."*

"I want you, civil servants and private sector leaders, to be my partners in making Mauritius an exemplary and modern country where everybody is part and parcel of the wealth creation process." Tel est le pari pris par le PM avec le lancement de la marche vers le second miracle économique. Se disant convaincu que ce projet est réalisable comme fut le miracle économique de la fin des années 80, il s'est déclaré prêt à faire la démonstration des *"strong leadership and drive"* nécessaires.

De ce fait, sir Anerood présidera un *High-Powered Committee* pour la rédaction du *Blue Print Vision 2030*, avec le travail déjà entamé au niveau du *National Advisory Council* sous la supervision du secrétaire au cabinet, Satyaved Seebaluck. Quatre *Task Forces* sur les *Key Focus Areas*, soit l'*Air Access Policy*, la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois et le développement soutenable par l'innovation, sont déjà à l'œuvre. Tout en réaffirmant que d'ici la fin du mandat, des changements seront tangibles, il ajoute que *"I want also to leave as my legacy to" future generations a strategic forward planning document for continued progress of our country. That would be Vision 2030."*

Néanmoins, l'*Economic Mission Statement* du PM définit les objectifs à terme, soit la création de 100 000 emplois en cinq ans (*voir répartition plus loin*), une croissance annuelle de 5,5% à partir de 2017 contre 3% par an au cours des neuf dernières années, un PIB par tête d'habitant de $ 13 500 d'ici à 2018 contre $ 10 342 actuellement et des investissements

● suite page 5

DEVEN T.

Les chiffres annoncés

Pour le présent exercice financier, soit d'ici à juin 2016, le PM mise sur la création de 16 000 nouveaux emplois dans le privé, le recrutement de 7 000 dans la fonction publique pour remplir les postes vacants, dont 1 348 déjà effectifs et 2,500 sous le *Youth Employment Programme*.

- Les 100 000 emplois prévus au cours des cinq prochaines années se répartissent comme suit
  - Ocean Economy : 25 000
  - Services financiers : 15 000
  - ICT : 15 000
  - Construction : 15 000
  - PME : 9 000
  - Tourisme : 8 000
  - Manufacturier : 5 000
  - Éducation : 3 000
  - Logistique : 3 000
  - Santé et Biotechnologie : 2 000

Les investissements de Rs 183 milliards dans le privé devront générer des emplois comme suit :

- *Smart Cities* : Rs 120 milliards avec 10 000 emplois
- Développement foncier : Rs 47,5 milliards avec 5 000 emplois
- Energie renouvelable : Rs 6,4 milliards avec un millier d'emplois
- Tourisme : Rs 4,2 milliards avec 8 000 emplois
- Port et Bunkering : Rs 3,5 milliards avec 1 500 emplois
- Port franc : Rs 1,3 milliard avec 1 500 emplois
- *Ocean Economy* : Rs 1 milliard avec 25 000 emplois
- Manufacturier: Rs 575 millions avec 5 000 emplois
- ICT/BPO : Rs 200 millions avec 15 000 emplois

Pour la création de 10 000 emplois dans le secteur public, des investissements de Rs 75 milliards seront nécessaires, soit

- Énergie : Rs 16 milliards
- Décongestion routière : Rs 15 milliards
- CWA : Rs 15 milliards
- Port : Rs 8,6 milliards
- Éducation : Rs 4,9 milliards
- *Waste Water* : Rs 3,8 milliards
- Santé : Rs 3,5 milliards
- *Land Drainage* : Rs 3,4 milliards
- Aéroport : Rs 1,8 milliard

Japan admirab

main tendue

de l'ordre de Rs 183 milliards dans 40 projets d'envergure dans le privé, dont Rs 140 milliards de *Foreign Direct Investment* sans compter les Rs 75 milliards pour la réalisation de projets dans le secteur public.

Prônant une politique de dialogue constructif et de partenariat avec le secteur privé, le chef du gouvernement a lancé une flèche du Parthe contre ceux qui se complaisent dans une attitude attentiste. *"Optimism should be the order of the day as our strategy is clear and well defined and our goodwill as government is established"*, dit-il en annonçant un *Joint Public-Private Steering Committee* sous sa présidence et se réunissant chaque trois mois pour apporter des solutions à des problèmes d'intérêt national. Auparavant, il avait déclaré que *"while a considerable extent of this strategy will be driven by the government, we will certainly rely on the close collaboration of private sector operators in making the necessary investments."*

La recette proposée par sir Anerood pour la transformation économique privilégie une politique d'accès aérien plus libérale et robuste. Il l'a affirmé sans ambages, soit *"we inevitably need a more open and robust air access policy, that takes into account both the national interests and economic growth."* Il a annoncé des décisions majeures à ce chapitre.

Les autres volets de la politique de développment économique comprennent une *Revamped* base manufacturière avec le poids de secteur économique passant de 18% à 25% de l'économie au cours des trois prochaines années, une exploitation optimale des ressources et du potentiel de la Zone Economique Exclusive, dont un *National Ocean Council* pour mettre sur les rails l'*Ocean Economy*. Le port assumera un rôle primordial pour prendre avantage des nouvelles possibilités offertes par l'Afrique, dont l'ambition de devenir un *"leading petroleum hub."* Le gouvernement étudie l'option d'une compagnie maritime régionale suite aux recommandations de la Commission de l'Océan Indien, un secteur des services revigoré avec pour objectif de développer le pays en un *vibrant and sophisticated international financial services centre of substance* et un partenariat avec la *National Stock Exchange of India* et l'adhésion de la Bourse de Maurice au *United Nations Sustainability Stock Exchange Forum*, un nouvel essor au secteur des TIC, la promotion des petites et moyennes entreprises, la transformation de Maurice en une *Smart Island*, présentée comme une évolution de la *Cyber Island*, l'émergence du secteur de l'enseignement supérieur comme un pilier du développement économique, l'*Africa Strategy* avec 80 entités mauriciennes déjà implantées en Afrique et la possibilité d'encourager le démarrage d'une compagnie aérienne régionale à Maurice pour assurer les connexions avec l'Afrique.



En introduction à l'*Economic Mission Statement* et pour la touche purement politique, le PM n'a pu s'empêcher de dresser le parallèle sur le plan économique avec 1982. *"This reminds me of 1982, when I first took the reins of the country as Prime Minister. My Government, at that time, inherited a chaotic situation, an economy bleeding to death, huge debt burden on the head of each inhabitant and massive unemployment. Misery was the order of the day"*, a-t-il dit avant d'ajouter que *"today, we are in a pretty much similar situation as in 1982, with an urgent need to give a new drive to our economic model across all sectors."*

Ambiance

SAJ reprend la main

La salle de conférences du Business Parks of Mauritius Ltd (BPML) avait un air d'Assemblée nationale, hier. Il n'a manqué que les interpellations de l'opposition et les claqûements de mains de gens du gouvernement. C'est là que le Premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, de son *Economic Mission Statement*, au-devant d'un parterre d'invités composé des membres du gouvernement, d'acteurs du secteur privé, de quelques syndicalistes et d'étudiants.

Toutefois, la règle de présséance a été quelque peu bousculée en vue d'accommoder Pravind Jugnauth, leader du MSM, aux premières loges. Ainsi, le Deputy Prime Minister et leader du PMSD, Xavier-Luc Duval, avait pris place à droite de SAJ avec; encore à sa droite Pravind Jugnauth. A gauche, se trouvaient Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Finances et dans l'ordre les deux titulaires des fonctions de vice-Premier ministre, Ivan Colendavelloo et Showkutally Soodhun, alors que d'habitude c'est l'inverse qui est de mise.

Le décor planté on disait long sur la portée de l'événement. Tapis rouge, gardes de sécurité pléthorique, comité d'accueil du bureau du Premier ministre au four et au moulin avec à l'avant plan le *senior advisor controversé*, Prakash Maunthrooa. L'aménagement son et lumière se voulait grandiose et il l'a été exacte au rendez-vous avec un écran géant derrière le PM dont les illustrations étaient en phase avec le discours. Tout était en place pour conquérir l'assistance.

À 10h15, la salle était déjà à moitié remplie alors qu'il était prévu que les invités prennent place à 10h30. D'un côté, des membres du gouvernement auprès de qui, cependant, ont pris place trois membres du Mouvement Patriotique: Alan Ganoo, Rafick Sorefan et Jean Claude Barbier. De l'autre, en très grand nombre, les représentants du secteur privé. Derrière, les syndicalistes dont on remarquait des absences importantes et des étudiants des universités environnantes. Des sièges ont dû être rajoutés au dernier moment pour accommoder les 600 invités qui n'ont visiblement pas voulu manquer l'événement. Du côté du gouvernement, ministres et députés arboraient le sourire traduisant le soutien indéfectible au PM. Du secteur du secteur privé et des autres invités, l'attente dominait les expressions sur les visages.

Pour marquer le coup, il fallait d'abord être ponctuel. SAJ ne badine pas avec cela. Le PM impassible dans son costume bleu marine et sa chemise bleu pâle à rayures, assortie d'une cravate bleu foncé, telle une star de Hollywood, est arrivé à 11h tapantes. Après une brève présentation de Maya Lutchmun, la maîtresse de cérémonie, suivi de l'hymne nationale pour donner la solennité à l'exercice, SAJ commence son discours à 11h08. D'une voix claire et imperturbale, il salue l'assistance et cite en premier son Deputy Pm Xavier Duval et salue dans la foulée ses autres Vice-PM. Pravind Jugnauth, leader du MSM, est également nommé alors même qu'aucun autre député de l'Assemblée nationale n'a ce privilège. Il salue aussi tous les autres membres de l'assistance présente.

Et d'emblée, il entame le descriptif des objectifs et des actions nécessaires à son «Economic mission statement towards 2030».

On aurait pu croire qu'il parlait instinctivement ou qu'il avait appris sa copie par cœur tant son débit était limpide. Pas un tâtonnement. Aucun tremblement. A 85 ans il est resté debout presque une heure. Déjà une performance. Au fil du discours, lorsqu'il aborde des termes plutôt techniques, on comprend que SAJ lit le texte à partir d'une tablette qui est simultanément retranscrit par deux télé-prompteurs transparents. Mais l'exercice est convaincant. Faut dire que le bureau du PM et BPML n'ont pas lésiné sur les moyens techniques pour donner de la force au discours.

Feutrée au départ, l'ambiance dans la salle a évolué au fil du discours avec les annonces du Pm concernant la connectivité au pays à travers le port et la compagnie aérienne régionale. Les premiers applaudissements viennent des rangs du secteur privé, lorsque SAJ, réclame la collaboration et l'implication sans concession, du service civil pour l'avancement du pays. Et lorsqu'il mélange les pinceaux parce qu'il parle de la nécessité d'avoir la collaboration de ses partenaires au gouvernement, et qu'il se reprend aussitôt pour préciser qu'il souhaite la collaboration de tous les partenaires dont surtout le secteur privé et les Ong, etc, il fait rire l'assistance de bon cœur.

SAJ est applaudi et soutenu pour son appel à une culture de dur labeur, de discipline et de sacrifices. À la fin de son discours d'un peu plus de 45 minutes, il est chaudement applaudi par tous ceux présents qui lui font une ovation. C'est un SAJ souriant et taquin qui s'adresse aux photographes de presse pour qu'ils le laissent passer, en disant *"Comié photo zot pou pran? Pas assez photos? Mo conner mo enn acteur."* D'un pas solennel, le PM se dirige alors vers la première rangée de l'assistance pour saluer le Deputy PM, Xavier Duval, et les VPM, Showkatally Soodhun, Ivan Collendavelloo et Vishnu Lutchmeenaraidoo. Dans la rangée, il salue également son fils et termine par Roshi Bhadain...

Il peut enfin souffler, confiant être revenu en force. L'assistance se laisse aller à des commentaires. Et cette fois, secteur privé et membres du gouvernement sourient. Le message du PM est passé, avec tous le *«I, My Government, me»* et tous les comités et réuniens qu'il annonce qu'il va présider, les interlocuteurs semblent rassurés: SAJ reprend la main. Et ils sont nombreux à avoir dit qu'ils comptent le soutenir et lui faire confiance lors de la réception... Rambo is back!

Le Mauricien du 24/08/2015



12 lundi 24 août 2015 actualité | *générale* le mauricien

MISSION STATEMENT DE SAJ | À la Cybertower samedi

Relance du comité d'action conjoint

- Le comité se réunira sur une base trimestrielle
- Des investissements public-privé d'un montant de Rs 360 milliards annoncés pour les cinq prochaines années
- La création de 100 000 emplois visée
- La création d'une compagnie aérienne régionale annoncée

Le Premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, prononçant sa Mission Statement. Il a fait preuve d'une grande maîtrise du prompteur

La remise sur les rails du Joint Public-Private Sector Steering Committee ainsi que l'institution du High Powered Committee sur la mise en œuvre des projets d'investissement et la supervision de la Vision 2030 Blue Print, placés tous les deux sous la présidence du Premier ministre, ont été les points forts de la Mission Statement prononcée samedi par sir Anerood Jugnauth à la Cybertower 1 à Ébène. Devant une salle comble composée des membres du gouvernement, des parlementaires (ceux du MMM et du PTr exceptés), des dirigeants du service public et du secteur privé ainsi qu'en présence d'un certain nombre d'étudiants, SAJ a fait un bref recul sur le passé pour rappeler comment sous son leadership à partir de 1982, les gouvernements qu'il a dirigés ont permis au pays de se sortir de la misère pour connaître la prospérité notamment grâce au premier miracle économique. Il a établi un parallèle entre cette époque et la situation actuelle où, a-t-il dit, il sera appelé à mener le pays vers un deuxième miracle économique à partir d'un héritage catastrophique qu'a laissé le précédent gouvernement. Il a annoncé une série de projets dont des investissements de l'ordre de Rs 260 milliards (Rs 175 milliards du privé et Rs 75 milliards du public) durant les cinq prochaines années, ce qui devrait permettre la création de 100 000 emplois. SAJ a également prévu une croissance économique de 5,5 % à partir de 2017. Outre les Smart Cities qui s'inséreront dans la création d'une Smart Island, le Premier ministre a aussi insisté sur l'innovation, les services financiers, l'économie océanique et la stratégie africaine qui sera soutenue par la création d'une compagnie aérienne régionale.

Situant sa démarche, le Premier ministre a expliqué qu'il n'était pas là pour faire des promesses mais pour affirmer que « *le second miracle économique est à notre portée* » à la condition que le gouvernement, le secteur privé, le service public et la population dans son ensemble se donnent la main et épousent l'agenda économique visant à réaliser le rêve du second miracle économique. À ce propos, il a précisé que son but est de motiver toutes les parties prenantes de la population afin qu'ensemble elles puissent placer Maurice dans la ligue des économies à revenus élevés. « *L'économie doit être au service de la population et notre accent sera centré sur le peuple de Maurice* », a-t-il insisté.

L'agenda proposé par le Premier ministre est axé sur quatre domaines, à savoir réaudre le problème du chômage ; alléger voire éradiquer la pauvreté ; ouvrir le pays vers l'extérieur et adopter de nouvelles politiques d'accès aérien, et finalement assurer le développement durable et l'innovation.

Pour le Premier ministre, la création d'emploi passe par la consolidation des activités économiques existantes et l'ouverture de nouvelles avenues. Pour atteindre cet objectif une révision constante des stratégies de croissance dans tous les secteurs est nécessaire. Il a indiqué que le modèle économique proposé devra être centré autour d'une base manufacturière dynamique et réorganisée. Il considère que la part de ce secteur dans le PIB devrait passer de 18 % à 25 % dans les trois prochaines années. « *Les mécanismes nécessaires ont été créés pour attirer de nouveaux opérateurs dans des domaines comme l'ingénierie de précision, l'industrie alimentaire, les produits pharmaceutiques, la bijouterie, l'horlogerie, l'industrie légère et d'autres produits de consommation* ». Le Premier ministre voit la zone économique exclusive de Maurice comme une base considérable pour développer une économie océanique. Ainsi une plus grande importance sera donnée à la pêche et aux usines de traitement des fruits de mer. Il a révélé que des discussions sont en cours avec de nouvelles compagnies de pêche et des autorités portuaires afin de transformer Maurice en un centre régional de pêche. Un National Ocean Council a été institué afin de mettre en œuvre les projets concernant l'économie océanique. De plus, estime-t-il, Maurice a le potentiel pour devenir un port important dans la région, en tenant en compte la croissance des industries manufacturières grâce à l'ouverture des marchés de la SADC et du COMESA d'une part et des développements en cours en Afrique en général d'autre part. Il a constaté que des 30 000 navires qui transitent dans la région, Maurice en accueille quelque 3 000. Il s'agira d'attirer davantage de navires pour le *bunkering* afin de transformer Port-Louis en un *petroleum hub*. Ces projets seront temps en ligne de compte dans le « *port master plan* » qui sera préparé. D'autre part, des investisseurs potentiels de Dubaï, de la Chine, de Singapour ont manifesté de l'intérêt pour ce secteur. Dans ce contexte, le Premier ministre a pris en compte les recommandations de la COI en vue de la création d'une compagnie maritime régionale. De plus, le développement du trafic de croisières constitue un potentiel important entre autres pour la création d'emploi. Quelque 5 000 emplois sont actuellement disponibles.

Le Premier ministre s'est également appesanti sur le secteur des services qu'il présente comme un pilier majeur pour réaliser le deuxième miracle économique. Il a rappelé les mesures qui ont été prises dont la réactivation du Financial Ser-

Le Premier ministre adjoint Xavier-Luc Duval, le ministre des Sports Yogida Sawminaden et Pravind Jugnauth entourant le Premier ministre

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

ECONOMIC MISSION STATEMENT : SAJ prône la politique de la main tendue

| 23 AOÛT, 2015 -



- Le Premier ministre annonce le retour d'une plate-forme d'échanges (Steering Committee) entre le GM et le secteur privé sous sa présidence chaque trimestre
- La priorité des priorités: une politique d'accès aérien plus ouverte et robuste réconciliant intérêt national et
- croissance économique
- Les chiffres du jour: 100,000 emplois en cinq ans, dont 16,000 dans le privé et 7,000 postes vacants remplis dans le secteur public en 2015/2016, Rs 183 milliards d'investissements privés et Rs 75 milliards dans le public, une croissance de 5,5% à partir de 2017
- Un National Advisory Council pour piloter le projet de Vision 2030 Blue Print, présenté par SAJ comme « my legacy to future generations »…… "I want you, civil servants and private sector leaders, to be my partners in making Mauritius an exemplary and modern country where every-body is part and parcel of the wealth creation process." Tel est le pari pris par le PM avec le lancement de la marche vers le second miracle économique. Se disant convaincu que ce projet est réalisable comme fut le miracle économique de la fin des années 80, il s'est déclaré prêt à faire la démonstration des "strong leadership and drive" nécessaires……..
- La recette proposée par sir Anerood pour la transformation économique privilégie une politique d'accès aérien plus libérale et robuste. Il l'a affirmé sans ambages, soit "we inevitably need a more open and robust air access policy, that takes into account both the national interests and economic growth." Il a annoncé des décisions majeures à ce chapitre.

Les autres volets de la politique de développment économique comprennent une Revamped base manufacturière avec le poids de secteur économique passant de 18% à 25% de l'économie au cours des trois prochaines années, une exploitation optimale des ressources et du potentiel de la Zone Economique Exclusive, dont un National Ocean Council pour mettre sur les rails l'Ocean Economy. Le port assumera un rôle primordial pour prendre avantage des nouvelles possibilités offertes par l'Afrique, dont l'ambition de devenir un "leading petroleum hub." Le gouvernement étudie l'option d'une compagnie maritime régionale suite aux recommandations de la **Commission de l'Océan Indien**, un secteur des services revigoré avec pour objectif de développer le pays en un vibrant and sophisticated international financial services centre of substance et un partenariat avec la National Stock Exchange of India et l'adhésion de la Bourse de Maurice au United Nations Sustainability Stock Exchange Forum, un nouvel essor au secteur des TIC, la promotion des petites et moyennes entreprises, la transformation de Maurice en une Smart Island, présentée comme une évolution de la Cyber Island, l'émergence du secteur de l'enseignement supérieur comme un pilier du développement économique, l'Africa Strategy avec 80 entités mauriciennes déjà implantées en Afrique et la possibilité d'encourager le démarrage d'une compagnie aérienne régionale à Maurice pour assurer les connexions avec l'Afrique. En introduction à l'Economic Mission Statement et pour la touche purement politique, le PM n'a pu s'empêcher de dresser le parallèle sur le plan économique avec 1982. "This reminds me of 1982, when I first took the reins of the country as Prime Minister. My Government, at that time, inherited a chaotic situation, an economy bleeding to death, huge debt burden on the head of each inhabitant and massive unemployment. Misery was the order of the day", a-t-il dit avant d'ajouter que "today, we are in a pretty much similar situation as in 1982, with an urgent need to give a new drive to our economic model across all sectors."

AMBIANCE : SAJ reprend la main

La salle de conférences du Business Parks of Mauritius Ltd (BPML) avait un air d'Assemblée nationale, hier. Il n'a manqué que les interpellations de l'opposition et les clappements de mains de gens du gouvernement. C'est là que le Premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, de son Economic Mission Statement, au-devant d'un parterre d'invités composé des membres du gouvernement, d'acteurs du secteur privé, de quelques syndicalistes et d'étudiants. Toutefois, la règle de préséance a été quelque

peu bousculée en vue d'accommoder Pravind Jugnauth, leader du MSM, aux premières loges. Ainsi, le Deputy Prime Minister et leader du PMSD, Xavier-Luc Duval, avait pris place à droite de SAJ avec encore à sa droite Pravind Jugnauth. A gauche, se trouvaient Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Finances et dans l'ordre les deux titulaires des fonctions de vice-Premier ministre, Ivan Colendavelloo et Showkutally Soodhun, alors que d'habitude c'est l'inverse qui est de mise. Le décor planté en disait long sur la portée de l'évènement. Tapis rouge, gardes de sécurité pléthorique, comité d'accueil du bureau du Premier ministre au four et au moulin avec à l'avant plan le senior advisor contoversé, Prakash Maunthrooa. L'aménagement son et lumière se voulait grandisoe et il l'a été exacte au rendez-vous avec un écran géant derrière le PM dont les illustrations étaient en phase avec le discours. Tout était en place pour conquérir l'assistance……Il peut enfin souffler, confiant être revenu en force. L'assistance se laisse aller à des commentaires. Et cette fois, secteur privé et membres du gouvernement sourient. Le message du PM est passé, avec tous le «I, My Government, me» et tous les comités et réunions qu'il annonce qu'il va présider, les interlocuteurs semblent rassurés: SAJ reprend la main. Et ils sont nombreux à avoir dit qu'ils comptent le soutenir et lui faire confiance lors de la réception...Rambo is back!

http://www.lemauricien.com/article/economic-mission-statement-saj-prone-la-politique-la-main-tendue

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

MISSION STATEMENT DE SAJ : Relance du comité d'action conjoint public-privé sous la présidence du PM

24 AOÛT, 2015 -



- Le comité se réunira sur une base trimestrielle
- Des investissements public-privé d'un montant de Rs 360 milliards annoncés pour les cinq prochaines années
- La création de 100 000 emplois visée
- La création d'une compagnie aérienne régionale annoncée

La remise sur les rails du Joint Public-Private Sector Steering Committee ainsi que l'institution du High Powered Committee sur la mise en œuvre des projets d'investissement et la supervision de la Vision 2030 Blue Print, placés tous les deux sous la présidence du Premier ministre, ont été les points forts de la Mission Statement prononcée samedi par sir Anerood Jugnauth à la Cybertower 1 à Ébène. Devant une salle comble composée des membres du gouvernement, des parlementaires (ceux du MMM et du PTr exceptés), des dirigeants du service public et du secteur privé ainsi qu'en présence d'un certain nombre d'étudiants, SAJ a fait un bref recul sur le passé pour rappeler comment sous son leadership à partir de 1982, les gouvernements qu'il a dirigés ont permis au pays de se sortir de la misère pour connaître la prospérité notamment grâce au premier miracle économique. Il a établi un parallèle entre cette époque et la situation actuelle où, a-t-il dit, il sera appelé à mener le pays vers un deuxième miracle économique à partir d'un héritage catastrophique qu'a laissé le précédent gouvernement. Il a annoncé une série de projets dont des investissements de

l'ordre de Rs 260 milliards (Rs 175 milliards du privé et Rs 75 milliards du public) durant les cinq prochaines années, ce qui devrait permettre la création de 100 000 emplois. SAJ a également prévu une croissance économique de 5,5 % à partir de 2017. Outre les Smart Cities qui s'insèrent dans la création d'une Smart Island, le Premier ministre a aussi insisté sur l'innovation, les services financiers, l'économie océanique et la stratégie africaine qui sera soutenue par la création d'une compagnie aérienne régionale……..Pour le Premier ministre, la création d'emploi passe par la consolidation des activités économiques existantes et l'ouverture de nouvelles avenues. Pour atteindre cet objectif une révision constante des stratégies de croissance dans tous les secteurs est nécessaire. Il a indiqué que le modèle économique proposé devra être centré autour d'une base manufacturière dynamique et réorganisée. Il considère que la part de ce secteur dans le PIB devrait passer de 18 % à 25 % dans les trois prochaines années. « Les mécanismes nécessaires ont été créés pour attirer de nouveaux opérateurs dans des domaines comme l'ingénierie de précision, l'industrie alimentaire, les produits pharmaceutiques, la bijouterie, l'horlogerie, l'industrie légère et d'autres produits de consommation ». Le Premier ministre voit la zone économique exclusive de Maurice comme une base considérable pour développer une économie océanique. Ainsi une plus grande importance sera donnée à la pêche et aux usines de traitement des fruits de mer. Il a révélé que des discussions sont en cours avec de nouvelles compagnies de pêche et des autorités portuaires afin de transformer Maurice en un centre régional de pêche. Un National Ocean Council a été institué afin de mettre en œuvre les projets concernant l'économie océanique. De plus, estime-t-il, Maurice a le potentiel pour devenir un port important dans la région, en tenant en compte la croissance des industries manufacturières grâce à l'ouverture des marchés de la SADC et du COMESA d'une part et des développements en cours en Afrique en général d'autre part. Il a constaté que des 30 000 navires qui transitent dans la région, Maurice en accueille quelque 3 000. Il s'agira d'attirer davantage de navires pour le bunkering afin de transformer Port-Louis en un petroleum hub. Ces projets seront tenus en ligne de compte dans le « port master plan » qui sera préparé. D'autre part, des investisseurs potentiels de Dubaï, de la Chine, de Singapour ont

manifesté de l'intérêt pour ce secteur. Dans ce contexte, le Premier ministre a pris en compte les recommandations de la **COI** en vue de la création d'une compagnie maritime régionale. De plus, le développement du trafic de croisières constitue un potentiel important entre autres pour la création d'emploi. Quelque 5 000 emplois sont actuellement disponibles. Le Premier ministre s'est également appesanti sur le secteur des services qu'il présente comme un pilier majeur pour réaliser le deuxième miracle économique. Il a rappelé les mesures qui ont été prises dont la réactivation du Financial Services Consultative Council. Il a fait mention du traité de non double imposition avec l'Afrique du Sud. De plus les négociations avec l'Inde sur le traité de non double imposition seront finalisées prochainement. À ce niveau, le PM a constaté que la chute du groupe BAI n'a pas empêché des compagnies de renommée internationale de s'intéresser à Maurice……

Sir Anerood Jugnauth a aussi présenté la transformation de Maurice en une Smart Island comme un prolongement de la Cyber Island I envisagée en 2001. Cela implique l'intégration des technologies numériques dans la vie quotidienne des Mauriciens et l'informatisation des services gouvernementaux, des affaires et du style de vie. Il a observé que les nouvelles Smart Cities et les quatre techno parcs seront conçus avec pour but d'être durables en matière écologique, compétitifs économiquement avec une connectivité numérique. À ce propos, le PM a précisé que quelque 350 points Wi-Fi sont déjà opérationnels à travers l'île. Il a rappelé qu'un premier projet de Smart City a déjà été lancé le 12 juin à l'aéroport et qu'un autre, le Mon Choisy Real Estate and Golf Projects a été lancé mercredi dernier. La Highlands City a été conceptualisée et est en phase de conception. Il a aussi fait mention des potentiels existant dans les « life sciences and research and development ». Plusieurs grands laboratoires et organisations de recherche se proposent de s'installer à Maurice. « Mauritius has also an immense potential as a regional hub for healthcare and medical services as well as a medical education centre of excellence for Africa », estime le Premier ministre. Il a en outre insisté sur l'éducation supérieure dans le cadre de la création d'un education hub avec la présence à Maurice de plusieurs importantes universités françaises qui accueilleront plusieurs milliers d'étudiants étrangers.

Les industries de la mode, du loisir et du cinéma émergeront rapidement, a estimé SAJ. Le Rebate Scheme pour la production cinématographique sera revu avec l'aide des producteurs cinématographiques indiens, entre autres.....

http://www.lemauricien.com/article/mission-statement-saj-relance-du-comite-d-action-conjoint-public-prive-sous-la-presidence-du

Energie Renouvelable

l'express

Rodrigues : l'Assemblée régionale vise l'autosuffisance énergétique

21 Août 2015



L'Assemblée régionale de Rodrigues s'est réunie pour la quatrième fois cette année, le mardi 18 août

Faire de Rodrigues une île durable. Cet objectif est un élément primordial dans la vision du gouvernement régional de Rodrigues, selon Richard Payandee, commissaire de l'Environnement. Il l'a déclaré lors d'une intervention lors de la quatrième séance de l'Assemblée régionale pour l'année 2015, le mardi 18 août.

Richard Payandee a axé son intervention sur le potentiel de Rodrigues en matière d'énergie renouvelable. Il déclare que l'actuel gouvernement jette les bases pour une île Rodrigues écologique. «*Actuellement, Rodrigues dépend de l'énergie fossile dont le prix ne cesse d'augmenter. Cette*

dépendance entraîne une pollution néfaste pour l'environnement», soutient-il.

Il ajoute que d'après les statistiques du Central Electricity Board, Rodrigues utilise seulement 9 % d'énergies renouvelables, et ce à travers des éoliennes et des panneaux solaires et voltaïques, entre autres. «*Or, nous souhaitons utiliser 100 % d'énergies renouvelables. Elles sont gratuites, non polluantes et aideront à réduire l'utilisation de l'énergie fossile*», soutient le commissaire. Il estime que les Rodriguais ont compris l'importance de l'enjeu.

Richard Payandee a aussi annoncé la venue prochaine d'une délégation d'une compagnie australienne dans l'île. Elle étudiera la possibilité de mettre sur pied un projet visant à exploiter l'énergie des vagues pour le dessalement de l'eau de mer. Le commissaire de l'Environnement a conclu son intervention en déclarant que «*Rodrigues peut devenir indépendante en énergie en utilisant toutes les énergies renouvelables possibles*».

Les autres sujets abordés lors de cette quatrième séance de l'Assemblée régionale ont été le comblage d'une portion de terrain à Mont Lubin, le développement de l'élevage, la distribution de matériaux de construction pour le projet de Bassin Rond, la construction de *track roads,* l'achat de produits rodriguais par l'Agricultural Marketing Board (AMB) à un prix garanti et la prévalence du gandia dans l'île, pour ne citer que ceux-là.

C'est le *Minority Leader* Gaëtan Jabeemissar qui a ouvert les hostilités. Il voulait savoir quelle était la politique gouvernementale sur l'aspect économique et écologique de l'élevage à Rodrigues. Le Chef commissaire, Serge Clair, a répondu que le gouvernement propose plusieurs mesures et *incentives* permettant aux éleveurs de se professionnaliser et de rendre leurs activités viables.

«*Les services d'un économiste et d'un statisticien seront également retenus afin d'évaluer et revoir la situation.* We need a scientific survey of farmers in Rodrigues through a scientific approach», a déclaré Serge Clair. Il a également annoncé qu'il y aura bientôt des règlements concernant l'élevage dans l'île. Avant de poursuivre que l'abattoir de Baie Diamant entrera bientôt en opération pour les poulets et les porcs.

Par ailleurs, Franceau Grandcourt, membre de la minorité, a questionné le commissaire des Ressources en eau, Simon Pierre Roussety, sur les critères pour l'éligibilité du projet Bassin Rond. Le commissaire a répondu que les bénéficiaires sont ceux qui touchent un salaire de moins de Rs 10 000, les handicapés et ceux qui n'ont pas de réservoir d'eau.

Pour sa part, Laval Guillaume, également membre de la minorité, a voulu connaître la quantité de produits agricoles achetés par l'AMB jusqu'ici. Le commissaire du Commerce, Daniel Baptiste, a répondu qu'à l'heure actuelle, les planteurs ont vendu 9,9 tonnes de haricots rouges au Rodrigues Trading and Marketing Co Ltd (RTMC). Selon un accord entre l'AMB et le RTMC, un premier contingent d'une tonne sera expédié à Maurice cette semaine sur le navire MV Anna.

Au total, 31 questions étaient à l'ordre du jour, dont 11 adressées au Chef commissaire, Serge Clair. Suivant cette séance, des amendements au *Rodrigues Regional Assembly Act* ont été votés par la majorité après avoir été débattus. La prochaine séance a été fixée au mardi 22 septembre à 10 h 30.

http://www.lexpress.mu/article/267543/rodrigues-lassemblee-regionale-vise-lautosuffisance-energetique

Environnement

Surveillance de l'Environnement : Un premier Forum pour la sécurité en Afrique

25 août 2015



La gestion durable de l'environnement reste un grand défi.

Le premier Forum de Surveillance de l'Environnement pour la Sécurité en Afrique (MESA) se tiendra à l'Hôtel Crowne Plaza, Nairobi Kenya, du 31 août au 4 septembre 2015.

« Rationaliser les produits et services de MESA pour un cycle de prise de décision en faveur de la gestion durable de l'environnement » : tel sera le thème du Forum de cinq jours, organisé par la Commission de l'Union Africaine (CUA) en collaboration avec l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), et le gouvernement du Kenya, à travers le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, avec le soutien de l'Union Européenne. Il réunira 250 délégués internationaux, comprenant des décideurs politiques, des planificateurs, des utilisateurs de données d'Observation de la Terre et des experts venant de tout le

continent. Les délégués auront l'occasion d'échanger les meilleures pratiques qui ont aidé les institutions et les gouvernements africains à établir des cadres cohérents pour le développement des activités d'Observation de la Terre afin d'améliorer les politiques pour la durabilité environnementale au profit des générations futures.

Politiques. La rencontre permettra aux participants d'examiner la façon dont les données d'Observation de la Terre par le biais du projet MESA, soutiennent les politiques, la planification et la prise de décision au niveau national, régional et continental en Afrique. La Commissaire à l'économie rurale et agriculture de la Commission de l'Union Africaine, Tumusiime Rhoda Peace, a déclaré qu'*« en améliorant l'accès et l'exploitation des applications appropriées de l'Observation de la Terre aux niveaux national, régional et continental, le projet MESA contribue à l'amélioration de la gestion de l'information, de la prise de décision, et au renforcement de la capacité de planification des institutions africaines mandatées pour les questions liées à l'agriculture, l'environnement, le climat, la pêche, la sécurité alimentaire et les domaines connexes. Cela est essentiel pour l'intégration régionale africaine »*. Pour sa part, Anna Burylo chef de la coopération au sein de la délégation de l'Union Européenne à l'Union Africaine, a déclaré : *« L'Union européenne est fermement engagée à veiller à ce que le projet MESA contribue efficacement à la mise en place d'un cadre cohérent pour le développement des activités d'Observation de la Terre afin de contribuer de façon stratégique au développement socio-économique de l'Afrique ».* Prenant également la parole lors de la séance d'information, Zachary Atheru, gestionnaire de projet au MESA-IGAD, a déclaré que *: « le Forum vient à un moment où les données sont utilisées par les institutions pour planifier et exécuter les initiatives qui, à long terme, ont un impact social et économique »*.

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2015/08/25/surveillance-de-lenvironnement-un-premier-forum-pour-la-securite-en-afrique/

Pêche

L'eXpress



L'express du 27 août 15

ÉGION • SUD

La Sentinelle

Page réalisée par **Carine TOURETTE**
Photos : **Dev RAMKHELAWON**

PROJET PILOTE

Les pêcheurs acceptent de se passer de l'ourite

Après des débuts assez difficiles, la fermeture de la pêche à l'ourite semble être sur la bonne voie. La réticence à suivre cette initiative fait place à l'acceptation.

ELLES sont à pied d'œuvre sur le terrain. La Commission de l'océan Indien (COI) et la Mauritius Marine Conservation Society (MMCS) animent des sessions explicatives, depuis la semaine dernière, à la suite de la fermeture de la pêche à l'ourite. Leur autre mission est de créer les Komite Vilaz Ourite. La surveillance du lagon a, elle, commencé de manière effective dans plusieurs villages du Sud lundi.

L'objectif : réunir un maximum de pêcheurs prêts à collaborer dans le cadre de cette fermeture. Ce, afin que le nombre d'ourites puisse augmenter dans le lagon du Sud. La zone concernée est située entre la péninsule du Morne et l'embouchure de la rivière Savanne. Elle inclut les villages tels que le Morne, Baie du Cap, St Martin, Bel Ombre/Baie du Jacotet, Rivière des Galets/St Félix, Riambel/Surinam et Souillac. Sans oublier des zones de pêche côtière qui se trouvent à l'intérieur ou hors du lagon.

Pourquoi ces précisions ? Les chiffres du ministère de la Pêche montrent qu'une part importante des captures d'ourites, soit un quart de la production nationale, est faite dans ces eaux.

Des pêcheurs sont volontaires pour surveiller les eaux.

«Une consultation auprès des villageois, des pêcheurs et des bayans confirme que la taille moyenne des ourites pêchées est devenue trop petite, ce qui est un signe de surpêche. Par conséquent, les ourites se font plus rares et elles risquent de disparaître de ce lagon autrefois productif», indique la COI.

Pour cela, les personnes qui pêchent l'ourite (en petite ou grande quantité et de manière régulière ou non) sont invitées à respecter cette fermeture du 10 août au 10 octobre 2015. C'est en constatant le succès de la fermeture saisonnière de la pêche à l'ourite à Rodrigues, depuis 2012, que les pêcheurs mauriciens et le ministère de la Pêche ont manifesté la volonté de suivre la même initiative au pays.

SURVEILLANCE ET PROTECTION

D'ailleurs, dans certains villages, tel Riambel, le mouvement est déjà bien ancré. Des pêcheurs sont volontaires pour assurer la surveillance mais aussi pour placer des banderoles et parler du projet autour d'eux. Cela, même si le travail de surveillance et de protection de l'ourite revient au Community Resource Observer.

Par ailleurs, si plusieurs pêcheurs se sont montrés réticents dans un premier temps, les réunions et la mise sur pied des Komite Vilaz Ourit ont changé la donne. Les sessions de travail et ce comité jouent un rôle important dans la fermeture de la pêche à l'ourite. Les Komite Vilaz Ourit se chargent de la gestion et de la coordination de ce projet et regroupent tous ceux qui sont concernés la préservation de l'ourite.

«C'est un projet pilote qui n'a pas vraiment été compris par les villageois. Plusieurs aspects sont à considérer, en ce qu'il s'agit de la surveillance participative par exemple. On est régulièrement sur le terrain. De ces observations on fait part de nos suggestions», déclare Dhareena Seernauth, *Project Coordinator* à la MMCS.

Avec son collègue Dis Ittoo, elle essaie de trouver des solutions adaptées pour chaque village, consciente que celles-ci vont contribuer à créer une réelle mobilisation citoyenne autour du projet pilote. Dans le but de sensibiliser le public et les pêcheurs, un guide de communication, rédigé par la COI, sera distribué.

Mais le message fait son petit bonhomme de chemin parmi les pêcheurs. Ils sont de plus en plus nombreux à accepter cette nouvelle mesure. Le message s'adresse aussi à d'autres. *«Que les autorités aussi jouent le jeu. Une présence régulière de la* flying unit *et des gardes-pêche est nécessaire»*.

Al-watwan

Santé : Remise d'un lot d'équipements médicaux au laboratoire d'El-Maarouf

Le 28 août 2015.



COOPERATION. Jean Claude de l'Estrac a exprimé le souhait de la Coi de voir se poursuivre la coopération entre l'Union des Comores et les pays de la région dans le secteur de la santé.

Une cérémonie officielle de remise de matériels au laboratoire national de référence du Centre hospitalier national El-Marouf et à l'Institut national de recherches pour l'agriculture, la pêche et l'environnement (Inrape) s'est déroulée, hier au ministère de la Santé, en présence du secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi), Jean Claude de l'Estrac. Ces équipements, offerts par le projet Veille sanitaire Océan indien, sont financés par l'Agence française de développement (Afd).

Pour le secrétaire général du ministère de la Santé, ce don, qui porte l'empreinte du concept «One Health» (Une seule santé), traduit la détermination de l'organisation régionale à donner toute sa place à la prévention et aux contrôles des épidémies dans notre zone.

Younoussa Assoumani a, en outre, expliqué que ces matériels permettront d'éradiquer avec fiabilité le potentiel dévastateur que représentent des maladies telles que la dengue, le Chikungunya, la grippe, et bien d'autres encore.

Et d'ajouter que ce projet n'en est pas à son premier appui au laboratoire ; il a déjà financé la construction d'un bâtiment devant abriter le service de bactériologie au Chn et la mise en place d'un réseau

d'épidémio-surveillance des maladies animales à la direction nationale de l'Elevage.

Selon le secrétaire général, ces équipements (centrifugeuse, étuve universelle, balances, photomètre paillasse, thermomètre et sonde, jarre, photomètre de flamme et lecteurs de microplaques) vont faciliter davantage les activités des deux laboratoires de référence du pays, notamment dans ce contexte lié à l'urgence de l'épidémie Ebola et des maladies zoonotiques.

«Je sais compter sur l'abnégation de chacun des techniciens de nos deux laboratoires sur l'utilisation à bon escient de ces équipements. Puisque cet appui concret permettra aux bénéficiaires d'œuvrer plus efficacement sur l'amélioration de leurs activités quotidiennes», a déclaré Dr Younoussa Assoumani.

De son côté, Jean Claude de l'Estrac a exprimé le souhait de la Coi de voir se poursuivre la coopération entre l'Union des Comores et les pays de la région dans le secteur de la santé. Il a souligné que ce projet permettrait un transfert de savoir-faire entre épidémiologistes et un renforcement des capacités d'analyse en laboratoire aux Comores. Il a enfin annoncé la tenue d'une formation en bactériologie, du 25 septembre au 9 octobre prochains, au laboratoire de La Victoria à Maurice.

Ali Abdou

http://www.alwatwan.net/index.php/societe/12175-sante-remise-d-un-lot-d-equipements-medicaux-au-laboratoire-d-el-maarouf